

COMPTE RENDU DE LECTURE

Communs du savoir et bibliothèques, sous la direction de Lionel Dujol

Par Marie D. Martel, professeure adjointe, EBSI, Université de Montréal

19.09.2017

L'ouvrage *Communs du savoir et bibliothèques* est un collectif sous la direction de Lionel Dujol publié aux Éditions du cercle de la librairie (2017). Cette synthèse sur le thème des communs du savoir à l'intention des professionnels était attendue puisqu'elle est au cœur des enjeux fondamentaux touchant le renouvellement du paradigme des bibliothèques au 21^e siècle : la transition numérique, la communauté et le partage au sein d'une démocratie inclusive. "Nous parlons de communs de la connaissance dès lors qu'il y a une activité collective et horizontale pour créer, maintenir et offrir des savoirs en partage. L'émergence du numérique a facilité et encouragé ses usages de création et de diffusion au point d'offrir une opportunité extraordinaire pour construire une société du savoir ouvert et partagé à l'échelle du monde" (p.11)

Le texte de Valérie Peugeot en ouverture donne la portée de cette réflexion ancrée dans la conviction que le savoir s'accroît par accumulation, que les crises globales requièrent une créativité démocratique pour laquelle la mise en commun des connaissances s'avère nécessaire et urgente en vue d'"inventer les savoir-vivre ensemble de demain". (p.19) Une exploration du champ des communs de la connaissance (cc) permet d'articuler différentes pratiques sociales, dont les déclinaisons peuvent varier à l'infini, à partir des critères définis autour de la ressource partagée, de la gouvernamentalité (les règles), de la communauté.

En contrepartie, Hervé Le Crosnier discute des conditions susceptibles de nuire à cette inventivité démocratique et que l'on désigne sous le nom d'*enclosures*. Ces méthodes dites d'enclosures, qu'elles soient d'ordre juridique, économique ou technique, consistent à restreindre l'accès au commun, et son usage, au moyen de procédés et de règles. (p. 29-30) Les risques de ce "vol silencieux", qui concernent, par exemple, les espaces publics des villes, la diffusion des articles scientifiques, le domaine public, doivent faire l'objet d'une compréhension sociale élargie et d'une résistance permanente. Les bibliothèques, enchaîne Lionel Dujol, incarnent à ce titre des lieux privilégiés, c'est-à-dire des tiers-lieux, et en tant que telles, ce sont les "maisons des communs" lorsqu'elles contribuent à imaginer et à construire "l'espace politique des communs et en deviennent les gardiens vigilants." (p. 38)

La suite de cet ouvrage collectif élabore une approche des communs en bibliothèque autour de trois grands champs d'actions disponibles : i. la préservation et la valorisation des biens communs du savoir; ii. la contribution aux cc et enfin, iii. le soutien à l'émergence d'une cogestion des cc par la présentation d'initiatives concrètes qui traduisent ce chantier.

Le premier volet explore les opportunités liées aux ressources numériques alternatives libres auxquelles s'ajoutent les dispositifs de valorisation et de communication destinés à permettre aux usagers d'y accéder. C'est aussi le sujet du patrimoine numérisé et du *copyfraud*, comme espèce particulière d'enclosure, consistant à revendiquer des droits de propriété injustifiés limitant la circulation d'une oeuvre. (p.63) Cette pratique des institutions culturelles françaises que décrit Pierre Carl Langlais, et qui révèle une tension sinon une contradiction dans leur mission, est une dérive qui est aussi répandue au Canada, faut-il le reconnaître.

Prolongeant la discussion autour de cette problématique, Lionel Maurel examine la question délicate de la réutilisation des produits de la numérisation patrimoniale par ces institutions culturelles à travers différents modèles économiques. Au terme de cet exercice critique, l'importance de garantir des financements publics élevés demeure indispensable, selon lui, en soulignant, comme il se doit, le caractère exemplaire de la stratégie du Rijksmuseum à ce titre.(p.82)

Le second volet étudie les circonstances entourant la co-production des cc en bibliothèque à travers deux pistes principales liées à l'*open data* et l'*open access*. L'enrichissement des savoirs par le *crowdsourcing* dans le contexte du patrimoine numérisé et des projets de la Fondation Wikimedia complètent cet inventaire.

Le troisième volet retrace les signaux faibles qui peuvent être interprétés comme des marqueurs transformationnels du modèle de la bibliothèque. Cette lecture prospective s'ouvre sur la bibliothèque hors-les-murs et concerne la gestion des ressources via la trame et l'organisation sociale des microbibliothèques ainsi que celles impliquées dans les grainothèques. À cette occasion, Silvère Mercier développe en surplomb des éléments d'analyse portant sur une anthropologie de la participation des agent.e.s; cette avenue qui observe l'émergence d'une culture des communs est extrêmement pertinente et mériterait d'être approfondie. (pp.157-159) Enfin, la dernière partie consacrée à la bibliothèque des communs campe par l'entremise de scénarios d'usages une vision substantielle du tiers lieu comme espace de co-apprentissage et comme programme territorial.

Si les enjeux abordés dans cet ouvrage sont globaux, cette investigation sur les cc reste très française, même si elle chemine en pointant quelques exemples puisés dans un registre international. Une perspective francophone reste à documenter et à écrire avec des correspondances pour la nourrir. Les échanges et la complicité entre les collectifs *Savoircom1* et le *Café des savoir libres* au Québec par le biais de certaines activités, comme le Calendrier de l'avent du domaine public, incarnent les prémices d'un tel dialogue interculturel.

Plus généralement, au Québec la question des communs s'est posée à travers différents événements qui approchaient de manière frontale le défi de la transformation sociétale : création d'un réseau de fab labs en bibliothèque, la conférence Wikimania 2017, la consultation sur la Stratégie numérique québécoise. Dans la foulée de cette dernière, une *Déclaration des communs numériques* a émergé au sein de laquelle les bibliothèques étaient directement interpellées dans le codesign d'une alternative en termes de sens et de survie numérique. Cet ouvrage phare vient conforter ces discours et ces efforts.

Et si l'intention de l'ouvrage était d'explicitier la place des bibliothèques comme place des communs au sein de ce mouvement tout en promouvant l'adhésion des parties prenantes, celle-ci est pleinement réussie. A fortiori, cette contribution légitime une conception de l'action publique et une démarche de mobilisation sociale que le monde des bibliothèques hésite à rejoindre, pour des motifs épistémologiques et politiques, sinon par habitude d'hésiter, et pourtant. Pourtant, il suffirait aux bibliothécaires de regarder autour d'eux et de se connecter avec ce qui se passe sous leurs yeux, avec les gens qui s'organisent dans les communautés qu'ils et elles sont sensé.e.s accompagner - et afin de mieux les desservir en dehors de l'appareil figé de la prestation de services - pour trouver des réponses et des raisons qui les engagent là déjà à participer à la réalité et au projet des communs.